

Retour sur une enquête sur la politique industrielle des années 1970 : une étonnante actualité par rapport à la question de la réindustrialisation de la France de 2026 (investissements, matières premières, énergie, pouvoir d'achat)

Quelles leçons tirer d'une enquête des années 1960 réalisée avec Michel Crozier et Erhard Friedberg, pour comprendre, 50 ans plus tard, une partie des mutations de demain (1970-2016)

(Texte inédit rédigé pour la publication du livre *L'empreinte anthropologique du monde. Méthode inductive illustrée*, publié en 2018, chez Peter Lang)

Dominique Desjeux, anthropologue, professeur à la Sorbonne, Université Paris-Descartes

Le textile va se révéler avec le temps un secteur particulièrement intéressant pour comprendre, de façon simplifiée, la dynamique toujours en cours des liens entre croissance économique, mondialisation et ambivalence du changement social, comme nous le retrouverons avec d'autres processus d'innovation comme celui du repiquage du riz en ligne à Madagascar dans les années 1970, comme celui des nouvelles technologies de la communication en France dans les années 1990, ou encore comme celui des biens de grande consommation en Chine dans les années 2000.

Le textile est une des premières industries à se développer en Angleterre et donc à permettre le début de la révolution industrielle, grâce au charbon, et qui se développera ensuite en France au 19^{ème} siècle. La révolution industrielle va permettre, à terme, le développement de la société de grande consommation liée aux vêtements, mais aussi des premières maladies professionnelles ouvrières, dont la tuberculose, comme le montre Roy Porter dans son chapitre : « la consommation [par la tuberculose] : maladie de la société de consommation ? » (John Brewer et Roy Porter, éd., 1994, *Consumption and the World of Goods*, Routledge, p. 58). C'est une révolution à double face, ambivalente comme toute révolution, comme toute innovation. La nouvelle solution porte en elle les nouveaux problèmes qui vont émerger ensuite.

À partir des années 1960, à la suite de l'ouverture du marché européen et donc de la concurrence intereuropéenne et extra-communautaire, le secteur textile perd des milliers d'emplois. La région du Nord, l'une des régions phares du textile en France, va perdre 120 000 emplois en trente ans. Il en reste aujourd'hui [2016] 40 000. Le déclin du textile français est lié, pour une part, mais pas uniquement, comme le montre Elie Cohen, à la montée de l'industrie textile du Maghreb, dont bénéficie la Tunisie dans les années 1970. Dans les années 1990, c'est au tour de la Chine de développer son industrie textile et de menacer celle du Maghreb ou de l'Afrique du Sud.

On constate donc que depuis le début du XVIII^{ème} siècle, l'industrie textile associée à une nouvelle forme d'énergie, le charbon, représente l'industrie motrice du décollage industrielle qui lui-

même induit des flux de main d'œuvre des pays pauvres vers les pays riches, des campagnes vers les villes, - comme le mouvement des « enclosures » au XVIème siècle en Angleterre qui en privatisant les terres communales « libère » la main d'œuvre nécessaire au développement des industries textiles, tel que décrit par Karl Marx, hier, ou comme la paysannerie du centre de la Chine migrant vers Shenzhen, au Sud, aujourd'hui -, et en même temps elle représente l'industrie du déclin. Le textile est à la fois l'une des conditions de l'exode rural et des migrations internationales, puis du décollage, et ensuite du chômage une fois que le décollage s'amorce dans d'autres pays. C'est en partie le même processus en Chine, autour des années 2010-2014, où une partie des usines commence à être délocalisée vers le Vietnam, là où la main-d'œuvre est moins chère.

Cela veut dire qu'une politique est à la fois la résultante d'un jeu d'acteurs nationaux, qui relève de la rugosité propre au mesosocial, et de dynamiques internationales qui les dépassent et relèvent d'une fluidité macrosociale. Nous verrons régulièrement dans le livre [Desjeux Dominique, 2018, *L'empreinte anthropologique du monde*, Peter Lang] que la question des échelles d'observation, macro, meso ou micro, est un outil clé de la compréhension multidimensionnelle des phénomènes sociaux, du jeu entre effet de structure, effet d'acteur et effet de situation et donc des marges de manœuvre fortes ou faibles des acteurs.

Il faut aussi se rappeler que c'est pendant les années 1960 que les industries du charbonnage ont disparu du fait de l'épuisement de la matière première, le charbon, comme cela est en train de se produire pour le pétrole traditionnel. L'épuisement d'une ressource relève de l'effet de structure, de ce qui nous gouverne. Il en a été de même pour les industries navales, la sidérurgie et les mines de fer, toutes en crise dès les années 1960. La sidérurgie est en partie liée au développement de la voiture qui est elle-même l'expression d'un nouveau mode de vie urbain en émergence pendant les « trente glorieuses », et qui est à son tour en train d'émerger en Asie et de stagner en Europe de l'Ouest. Le changement de mode de vie conditionne l'évolution du marché et favorise donc l'émergence de changements positifs et négatifs, les deux en même temps, comme le *yin* et le *yang* chinois, que nous ne connaissons pas à l'époque.

À chaque fois, l'État est au cœur des enjeux humains et économiques qui traversent ces périodes de transition d'un mode de consommation à un autre et donc d'un mode de vie à un autre, y compris pour gérer les dégâts du progrès, pour reprendre le titre du livre de la CFDT publié au Seuil en 1977 avec la collaboration de Jean-Philippe Faivret, Jean-Louis Missika et Dominique Wolton. On y parlait déjà de gain de productivité, de rationalisation et des 35 h (pp. 302-303) à propos des structures industrielles et d'un meilleur partage de la valeur entre les salariés et le capital.

En 1969, l'État français est en train de sortir du modèle dirigiste lié à la reconstruction de l'après-guerre et à la gestion de la rareté des matières premières industrielles. En conséquence, la pénurie diminuant, une partie du ministère de l'Industrie verra son rôle s'amoinrir. A la fin des années 1960,

l'Etat cherche à créer un nouveau mode d'intervention plus fondée sur le développement de l'entreprise que sur la gestion d'un secteur de matière première à l'inverse de la période de pénurie de l'après-guerre. La pénurie et la rareté favorisent bien souvent l'émergence d'États autoritaires, comme nous le découvrirons plus tard, avec la gestion de l'eau courante dans les zones agricoles irriguées à Madagascar, puis en Chine (D. Desjeux et al., 1985, *L'eau, quels enjeux pour les sociétés rurales*).

Tout particulièrement, le système politico-administratif s'appuie, comme nous l'avons montré, sur les fonctionnaires des grands corps de l'État, ceux qui sont sortis parmi les tout premiers de Polytechnique ou de l'ENA [Desjeux Dominique, 2018, *L'empreinte anthropologique du monde*, Peter Lang, chapitre trois]. Ils sont en train d'émerger et d'occuper les cabinets, les postes ministériels, la tête des grandes entreprises industrielles et d'entrer dans des centres de recherche de secteurs stratégiques comme le nucléaire avec le CEA (Centre de recherche sur l'Énergie Atomique). Tout cela n'est pas encore aussi clair pour l'observateur. En 1970, on ne fait qu'assister à son émergence.

C'est dans ce contexte d'une société en mutation, - mais est-ce qu'une société n'est pas en mutation permanente ? - que notre recherche sur le ministère de l'Industrie a débuté. La première phase avait pour but de comprendre comment se posaient les problèmes. Nous sommes partis sans avoir d'a priori sur le fonctionnement du ministère de l'Industrie ou sur ce que serait une bonne décision en matière de stratégie industrielle, même si le GSO (Groupe de Sociologie des Organisations) dirigé par Michel Crozier bénéficiait déjà de plusieurs enquêtes empiriques sur d'autres mondes administratifs comme celle sur le corps des Ponts et chaussées réalisée par Jean Claude Thoenig (1973, *L'Ère des technocrates, le cas des Ponts et Chaussées*, Les éditions d'organisation) et Erhard Friedberg ou celles sur les notables locaux réalisés par Jean Pierre Worms, Pierre Grémion et Jean François d'Arcy [1965,1969]. Il était déjà question de réforme de l'État et d'« économie concertée » pour parler du nouveau rôle interventionniste de l'État dans le développement économique local (J.P. Worms, 1968). Le mot modernisation n'existait pas encore, mais on parlait dès cette époque de « rationalisation » avec la RCB (Rationalisation des Choix Budgétaires), issue du PPBS (Program Planning Budgeting System) mis en place par McNamara au Département de la Défense américain dans les années 1960.

L'enquête a fait ressortir l'un des mécanismes de fond du fonctionnement de toute organisation, de tout système organisé, découvert en France par Michel Crozier et sur lequel nous avons déjà beaucoup insisté : l'information n'est pas neutre, elle représente un enjeu pour la pérennité ou l'élimination d'un acteur. Elle est au cœur du jeu de la rugosité et de la fluidité. Les stratégies de rétention ou de diffusion de l'information conditionnent l'autonomie ou le contrôle qu'un acteur peut faire peser sur un autre, ou qu'un autre peut faire peser sur lui.

Une des applications d'aujourd'hui [2016] sont les « big data ». Celui qui contrôle l'accès aux informations pertinentes sur les comportements des consommateurs, peut espérer contrôler une partie du marché de son secteur d'intervention. La puissance des algorithmes est nouvelle mais les mécanismes

de gestion de la circulation des informations produites relève d'une logique sociale ancienne. Comme pour la circulation de l'information « prénumérique », la circulation des big data représente un enjeu entre les acteurs qui cherchent à contrôler un marché, que ce soit celui des taxis, des restaurants, des locations de chambres, du covoiturage, des sites d'accès sur Internet ou des réseaux sociaux numériques.

La plupart des réformes qui échouent le font parce qu'elles ont sous-estimé ce mécanisme ou parce qu'elles n'ont pas pu mettre en place un système de compensation de la menace que fait peser l'échange d'information sur l'autonomie des acteurs. Ce mécanisme concourt à la rigidification du fonctionnement de l'organisation. D'où une autre conclusion clé sur l'importance des réseaux sociaux : la fluidité vient bien souvent des réseaux informels qui fonctionnent en parallèle de l'organigramme officiel.

Les réformes, quand elles réussissent, réussissent aussi pour d'autres raisons, comme l'existence d'une « fenêtre de tir » favorable, l'existence d'une force physique militaire ou policière ou d'un système politique autoritaire, voire d'une personnalité autoritaire charismatique comme le montrait Haroun Jamous avec Jacques Commaille et Bernard Pons-Vignon en 1969 dans *Sociologie de la décision* (CNRS) à partir du cas de la réforme des CHU menée par professeur Robert Debré, mais aussi d'une menace forte sur l'ensemble du système ou d'une forte capacité à négocier et à faire des compromis de type démocratique. Une chose paraît sûre avec le temps : il n'existe pas de secret caché de la réussite des réformes. Tout est affaire de négociation, de rapports de force ou de ruse, dont la mobilisation varie en fonction de la situation locale, nationale ou géopolitique.

De façon plus général, on constate avec l'exemple de la politique industrielle en France que chaque acteur privé ou public cherche à optimiser un jeu sous tension entre l'autonomie qui lui donne des marges de manœuvre, le contrôle qu'il peut avoir sur l'autre pour l'amener à collaborer et la protection pour se prémunir de l'action de l'autre si elle est jugée comme dangereuse. La mobilisation de ces trois stratégies, d'autonomie, de contrôle et de protection, est vécue implicitement par les acteurs comme une des conditions de leur survie. Mais ce jeu n'est pas individuel. C'est un jeu collectif qui se joue à travers la médiation de réseaux sociaux dont les atouts vont conditionner la réussite ou l'échec des acteurs.

La méthode d'enquête montre qu'il existe une marge de manœuvre descriptive et analytique, entre une analyse centrée sur l'individu porteur de raison, de sens et d'émotion et une analyse macro de la société, de l'Etat et de la géopolitique qui met l'accent sur les forces qui nous gouvernent, la domination, les valeurs, la culture ou la légitimité, comme le montrent Karl Marx, Max Weber ou Pierre Bourdieu, ce que l'on désigne souvent sous le terme de « déterminisme », ce qui n'est pas pris ici négativement. Ce terme désigne les forces souvent invisibles qui organisent la vie en société et sur lesquelles les acteurs ont peu de prise, même s'ils leur restent des marges de manœuvre qui sont visibles aux échelles mesosociales et microsociales.

La focale mise sur l'observation des réseaux sociaux permet de montrer comment les acteurs sont des acteurs collectifs, comment ils jouent, qu'ils n'ont pas les mêmes atouts mais qu'ils jouent tous. C'est ce que montrera Ervin Goffman dans *Asiles* (1961) publié en français en 1968 chez Minuit dans la collection « Le sens commun » de Pierre Bourdieu. Même dans une « institution totalitaire » comme un hôpital psychiatrique avec des acteurs aliénés et dominés, les acteurs jouent. C'est ce qu'il montre dans son chapitre sur « La vie clandestine de l'hôpital » (pp. 263-356). En faisant un joli anachronisme, on voit dès les années 1960 comment des acteurs « cadrés » peuvent « déborder »¹, mais dans un cadre donné, leur dispositif de contrôle².

Ce que ne voit pas notre enquête de la fin des années 1960, c'est que nous sommes à la fin des trente glorieuses, que la crise de l'énergie est en train d'émerger³ et qu'elle va balayer l'industrie française à partir des années 1970.

Par contre, ce que notre enquête a bien vu, c'est l'émergence de ce phénomène nouveau et qui va transformer pour longtemps les processus de décision aux sommets de l'État et des grandes entreprises en France, celui de la montée mondiale d'une nouvelle « technostructure » annoncée dès 1941 par James Burnham, par Milovan Djilas, par John K. Galbraith et enfin par Alain Touraine dans *La société post-industrielle, naissance d'une société* (1969).

Ces thèses seront discutées dans le détail par Michel Bauer et Elie Cohen dans *Qui gouverne les groupes industriels ? Essai sur l'exercice du pouvoir du et dans les groupes industriel* publié au Seuil en 1981. Cette montée des grands corps dans le public et dans le privé sera confirmée dans le temps notamment grâce aux recherches de Michel Bauer et Bénédicte Bertin-Mouroit publiées dans le livre *Les 200, comment devient-on grand patron* (1987, Seuil) et dans lequel ils montrent que la faiblesse de la politique industrielle vient des règles du jeu des carrières vers la présidence des 200 plus grands groupes français. Notamment, ils montrent l'importance du passage par l'État pour devenir grand patron, sauf pour les grands patrons héritiers : « Parmi les 200, le poids du corps des Mines, du corps des Ponts et de

¹ Collectif, 2010, *Débordement. Mélanges offerts à Michel Callon*, Presse des Mines et tout particulièrement le chapitre de Franck Cochoy sur le cadrage/débordement en rugby et chez Michel Callon, pp. 69-86

² Nous avons retrouvé ce même jeu des acteurs dominés en 2000 en travaillant sur les SDF : Isabelle Garabuau-Moussaoui, Cécile Pavageau, Isabelle Ras, Esther Sokolowski, Dominique Desjeux (dir. Scientifique), 2000, « Modes et étapes de la réinsertion sociale des sans-abri : l'anthropologie de la consommation comme analyseur des trajectoires de vie des « SDF », PUCA, Mission Recherche de La Poste

www.argonautes.fr/sections.php?op=viewarticle&artid=100

³ Cf. Dominique Desjeux, Séverine Dessajan, Isabelle Garabuau-Moussaoui, Laure Ciosi-Houcke, Nathalie Roux, 2001, *Réflexions épistémologiques et synthèse des résultats sur les représentations de l'énergie et de l'environnement par des scientifiques*, contrat ADEME, qui montre l'importance de la crise énergétique de 1973 dans la structuration des représentations des acteurs scientifiques concernés par les questions écologiques.

www.argonautes.fr/sections.php?op=viewarticle&artid=405

l'Inspection des Finances est considérable » (p. 268). Cela conduit au constat qu'aucun grand patron ne le devient parce qu'il a réussi dans son entreprise (p. 266).

Notre enquête confirme que le corps des Mines est donc dès les années 1960 un des acteurs clé de la politique industrielle à l'intérieur de l'administration et dans le privé. Georges Pébereau, un X-Ponts, rappelle dans une interview publiée en 2005 dans la revue *Flux* sur Cairn.info, que « à la suite d'une campagne agressive [...] dix-sept ingénieurs des Mines et des Ponts se retrouvèrent dans des cabinets ministériels après les élections de 1966 contre deux précédemment. » Les effets de réseau semblent aussi importants que les effets de compétence⁴.

Une conséquence inattendue est que l'existence de cette technostructure et des réseaux qui lui sont liés, et, plus généralement, des réseaux sociaux, montre aussi la limite des discours « populistes », c'est-à-dire de ceux qui pensent qu'un chef peut être un sauveur suprême, hors de toute rugosité du jeu institutionnel et grâce à un lien direct avec une fiction qu'on appelle « le peuple ». Le populisme est, au sens anthropologique, un discours de libération dans l'imaginaire face aux contraintes institutionnelles, grâce à l'appel à un chef charismatique censé rendre fluide l'ensemble du système politico-administratif et sociétal. C'est un discours « compréhensible » en période de crise et de désespoir social, période où le réformiste ne fait pas rêver. Tout parti politique qui arrive au pouvoir ne se heurte pas uniquement au « mur de l'argent » comme le déclarait Edouard Daladier en 1934 à propos des « 200 familles », mais surtout au mur des réseaux, un mur invisible mais tout aussi puissant car il est consubstantiel à toute société.

Et pourtant dès 1970 l'industrie française se sait sous la menace de la compétition internationale. En 1969, Lionel Stoleru [X-Mines], l'auteur d'un livre, *L'impératif industriel* (Seuil), est au cabinet de Valérie Giscard d'Estaing, ministre des finances de l'époque, comme conseiller technique sur les « affaires industrielles ». Valérie Giscard d'Estaing est lui-même polytechnicien et inspecteur des Finances, comme son père.

Lionel Stoleru écrit : « le problème industriel est un problème d'investissement : dégager les capitaux nécessaires pour reconstruire la sidérurgie, les barrages, les centrales thermiques. » (p.33). Mais en 1969, l'industrie ne peut plus augmenter les prix car la compétition internationale devient importante. Il faut donc faire des gains de productivité car le « risque de voir les entreprises disparaître ou aller s'installer ailleurs est maintenant devenu un risque national. Tout concourt à le prouver : le rétrécissement des débouchés des entreprises françaises sur le marché commun, la détérioration des profits et, par conséquent, des possibilités d'investissement, les menaces de fermeture d'usines et de licenciements. Si quelques fonctionnaires non encore parfaitement réveillés continuent à raccompagner

⁴ Cf. Michel Bauer, Bénédicte Bertin-Mourot, 1997, *Radiographie des grands patrons français. Les conditions d'accès au pouvoir*, l'Harmattan ; Michel Bauer, Bénédicte Bertin-Mourot en collaboration avec Catherine laval, 1997, *L'ENA : est-elle une business school ?*. *Etudes sociologiques sur les énarques devenus cadres d'entreprise de 1960 à 1990*, l'Harmattan

à la porte de leur bureau d'un ton patelin et avec quelques bonnes paroles les industriels venant exprimer leurs angoisses, en pensant en leur for intérieur que tout finira bien par s'arranger, les pouvoirs publics dans leur ensemble ont par contre parfaitement compris que quelque chose a changé, que tout ne s'arrangera pas tout seul et que la sauvegarde de l'industrie française est un problème à la fois crucial et urgent. » (p. 34).

Le livre de Jean Louis Beffa, *La France doit choisir* (2012, Seuil) sur l'urgence d'avoir une politique industrielle fait curieusement écho à celui de Lionel Stoleru, 40 ans plus tard. Tous les deux sont ingénieurs au corps des Mines.

Au passage, on peut noter que ces deux livres sur la politique industrielle sont publiés aux Éditions du Seuil, ce qui n'est pas gratuit. Le Seuil, mais aussi Fayard, tiennent depuis longtemps une place importante dans la publication des courants réformistes et modernisateurs. Ces deux éditeurs se distinguent de La Découverte qui publie plutôt des ouvrages critiques sur toutes les formes de la domination sociétale. Cette incise sur l'édition rappelle que les idées passent par des réseaux et que ces réseaux passent par l'édition, qui est elle-même un élément du jeu politique et économique (sur l'édition, cf. D. Desjeux et al., 1991, *L'édition en sciences humaines*, L'Harmattan).

Lionel Stoleru, qui avait par ailleurs été interviewé dans le cadre de notre enquête, continue en écrivant que la compétitivité passe par la « course à l'innovation » (p. 60), elle-même menacée par le « brain drain », la fuite des cerveaux, vers les États-Unis, par la concentration des entreprises, par l'automatisation et par une meilleure prise en compte des demandes des consommateurs. Il ajoute page 74 « le problème est de produire ce que l'on peut vendre ». Pour L. Stoleru, cela explique en partie l'échec commercial de la Caravelle aux États-Unis, qui avait pourtant besoin d'un avion moyen-courrier. Le rayon d'action de la Caravelle entre deux villes américaines était insuffisant et les pistes d'atterrissage américaines étaient trop courtes pour un avion à réaction. La Caravelle finira sa carrière vers la fin des années 1980. Par contre, il préconise le projet Airbus entre la France et l'Allemagne, qui, bien que ce soit le projet « qui rencontre le moins d'enthousiasme... C'est pourtant le seul, parmi tous les avions construits et en construction, qui réponde à un besoin commercial et sur lequel on puisse fonder l'avenir de notre industrie. » (p. 132). Il présentait l'importance que prenait la consommation des biens et services par rapport à la production et la nature des changements qui étaient en train de toucher cette même production.

Alain Touraine montrait aussi en 1969 l'importance de la consommation dans la transformation de l'action en société quand il écrivait: « aujourd'hui le problème principale est celui qui oppose le développement et la consommation » (p. 65), c'est-à-dire pour lui entre « l'investissement et la consommation individuelle » (p. 66) Mais cette tension est surtout un analyseur de l'émergence des nouveaux mouvements sociaux qui font suite à la montée des grands systèmes organisés au détriment des entreprises et de la classe ouvrière ce qui entraîne un déplacement concomitant de la paupérisation

qui « ne frappe plus aujourd'hui une classe sociale [la classe ouvrière], mais des catégories particulières : travailleurs des anciens centres industriels en décadence, personnes âgées, handicapés physiques ou mentaux, femmes non qualifiées chef de ménage [on parlerait de foyer monoparental aujourd'hui [2016], les foyers les plus touchés par la crise de 2008], minorités ethniques ou travailleurs étrangers temporaires. » (p. 54). Classe ouvrière et patronat traditionnel de PMI-PME sont en train de rentrer dans une phase de forte décroissance sociale qui conduira à la concentration des entreprises pour devenir des grands groupes et à la fin du parti communiste.

Les années soixante sont celles où la consommation est en train de devenir l'analyseur central des sociétés que ce soit en terme de croissance économique et de développement durable, de stratifications sociales, de tensions à l'intérieure des entreprises entre la demande de protection des salariés et les exigences de flexibilité liés aux services et aux demandes des consommateurs, mais aussi des mouvements sociaux dans le monde qui émergent à partir des nouvelles classes moyennes mondiales dans les années 2000/2010.

En 1969, on ne parlait pas encore de « délocalisation » mais la question se posait déjà. Pierre Jouven, un corpsard patron de Péchiney, résume ainsi ses besoins en tant qu'industriel de l'aluminium pour expliquer ses implantations à l'étranger : « énergie bon marché, proximité des clients, facilité de financement. » (p. 117). Ce sont trois conditions qui expliquent encore aujourd'hui une partie des délocalisations.

L. Stoleru conclut « qu'il s'agisse de l'informatique, de la construction aéronautique et navale ou de la machine-outil, le même phénomène déjà constaté pour les industries de base apparaît : dans la plupart de ces secteurs, le développement a été presque complètement déterminé, en bien ou en mal, par l'action de l'Etat. » (p. 137).

Ceci revient à montrer que l'Etat est depuis longtemps et pour longtemps encore, un acteur clé du système économique, et ce n'est pas propre à la France et loin de là quand on sait l'importance de l'État dans l'économie américaine, sans parler de la Chine ou de la Russie, et donc que ce n'est pas son existence qui pose problème mais son fonctionnement.

40 ans plus tard, James K. Galbraith démontre même dans *L'État prédateur* (Seuil) en 2009 que si l'on tient compte des dépenses fédérales et de celles des États pour la santé, les enseignements primaires, secondaires et supérieurs, les retraites, les dépenses militaires, les prisons « le secteur public assure nettement plus de la moitié de l'activité économique » des États-Unis (p. 167).

Le 25 février 2012, David Brooks, dans un article du *Herald Tribune*, reprend ce thème du mythe d'un État américain qui serait plus petit que ceux d'Europe, notamment à propos de l'État-providence. L'État-providence américain serait en réalité aussi important qu'en Europe, du fait de très importants allègements fiscaux accordés aux employeurs pour compenser leurs dépenses de santé.

D'après l'OCDE cité par David Brooks, l'Etat américain est un des plus important Etat-providence au monde juste derrière la Suède mais devant l'Italie, l'Autriche, les Pays bas, le Danemark, la Finlande et le Canada.

En 1973, l'industrie française rentre en crise. Elie Cohen, en 1989, rappelle qu'au début du choc pétrolier, en 1973, au moment de la guerre du Kippour, il y a eu 10 000 défaillances en France, puis 20 000 au deuxième choc pétrolier de 1979, au moment de la révolution iranienne, pour atteindre 30 000 au milieu des années 1980. De façon symétrique, le chômage explose en France. Entre 1975 et 1985 il passe, d'après l'INSEE, de 3,4% à 8,9%. Le troisième choc se produira en 2008. Le chômage passera de 7,4%, un des taux les plus bas pour cette période, à 9,4% fin 2011.

Elie Cohen se demande : qu'est-ce qui peut expliquer que des entreprises aussi florissantes pendant les « trente glorieuses » que Creusot Loire, Poclain ou Chaffoteaux et Maury aient pu faire faillite dans les années 1970. À travers cette question il pose celle des facteurs explicatifs des défaillances et donc les rôles respectifs de la société, du marché ou des modes de vie, celui du système politico-administratif et de ses réseaux, et celui de l'entrepreneur individuel.

Les défaillances économiques ne sont ni monocausales, ni culturalistes. Le fameux stéréotype sur la culture des banques et leur supposé désamour pour l'industrie lui paraît une fausse explication. Elie Cohen pense même que, du fait des effets de clientélismes locaux beaucoup de banques pourraient être taxées de laxisme entre 1970 et 1980 (p. 102), ce qui est plutôt contre-intuitif.

Par contre, les défaillances peuvent être la résultante de chocs exogènes comme « l'irruption d'une nouvelle technologie, de l'épuisement d'un marché, de l'apparition d'un produit substitut, du renchérissement de matières premières ou, de manière plus générale, de la perception confuse d'un ralentissement de la croissance ». (p. 96) La fin des fabricants de carrosses à chevaux hier, et pourrait-on ajouter pour aujourd'hui le marché des photos argentiques de Kodak tué par le numérique, peut s'expliquer par « le mouvement naturel de l'économie », même si on peut s'interroger sur « l'inaptitude des dirigeants à se reconvertir » (p. 72). Ces chocs relèvent de l'échelle macrosociale, celle des grandes régularités, où les acteurs ont peu de prise.

C'est pourquoi, à cette échelle, on peut observer que les défaillances d'entreprises ne se font pas au hasard mais qu'elles relèvent d'une logique économique et industrielle, d'une régularité. Elie Cohen va montrer que les défaillances vont suivre trois vagues (pp. 132-133).

La première vague touche des produits intermédiaires, comme ceux liés au bâtiment, mais aussi des biens de consommation, comme le textile, ainsi que des secteurs qui étaient protégés jusqu'à l'ouverture du marché commun, comme l'imprimerie et le papier.

La deuxième vague touche d'autres secteurs liés au bâtiment comme les tuileries ou les sanitaires et le secteur des biens d'équipement qui touche aux mines ou à la sidérurgie, deux secteurs qui, comme le bâtiment, sont en pleine crise, mais aussi le secteur de la machine-outil.

La troisième vague touche « le cœur de l'appareil industriel : les matériels industriels et de travaux publics, le matériel agricole, le pneumatique et la réparation navale ».

Surtout les défaillances entre 1974-1984 touchent d'abord les entreprises familiales pour finir par menacer les grands groupes industriels comme Pechiney-Ugine-Kuhlmann ou Empain-Schneider mais aussi des groupes comme Peugeot, Michelin, Bull ou encore Agache-Willot et DMC, pour le textile, qui tous vont être aidé par l'Etat. Le seul secteur qui ne sera pas touché est le secteur du luxe, comme aujourd'hui après la crise de 2008, et ceci grâce à la classe moyenne supérieure des BRICs.

Toujours à l'échelle macro, l'évolution de la démographie, des taux d'équipement des ménages et des modes de vie, c'est-à-dire de la demande, fait partie de ces forces souterraines qui transforment de façon invisible toute société. Elles serviront de déclencheur à la chute de l'entreprise Chaffoteaux et Maury, l'une des plus importantes sociétés de fabrication d'appareils à eau chaude et de chaudières à gaz, qui comptait 4 130 ouvriers en 1983. Elle n'a pas vu arriver la baisse de la construction des logements neufs qui avait chuté de 40% entre les années 1970 et 1980, la montée des chauffages électriques et la baisse des chauffages collectifs, ce qui a conduit à une baisse de la demande de chauffe-eau et de chauffe-bains à gaz qui est passée de 624 000 appareils en 1972 à 343 000 en 1982 (p. 81). L'échec d'une expansion mal gérée à l'international, en Algérie, a fait le reste. Ce développement international est lui-même la résultante d'une « surréaction » du chef d'entreprise à la menace qui pèse sur son entreprise (p. 96). En 1985, l'entreprise est rachetée pour un franc symbolique.

Pour Elie Cohen, une des explications des défaillances vient de la fin du cycle de la construction de l'après-guerre et donc de la fin de l'effet d'entraînement du logement sur l'économie (pp. 132-139). On ne construit que 510 000 logements entre 1944 et 1954, en 10 ans, puis en 1958, en un an, la France passe à 292 000. Ensuite, grâce aux pouvoirs publics et à la Caisse des Dépôts, on passe à 423 000 en 1967 puis à 546 000 en 1972, ce qui permet d'absorber le besoin en logements des baby-boomers qui arrivent sur le marché matrimonial et sur celui du travail, pour retomber à 397 000 en 1980, 295 000 en 1986. L'État finance de fait 70% de l'activité du secteur de la construction immobilière (p. 136). Ce mouvement du BTP entraîne autant la croissance des marchés que leur décroissance quand l'effet diminue. Cela va jouer sur le B-to-B des industries de la construction, des matériaux et du matériel, comme la célèbre entreprise de pelles hydrauliques Poclair qui fera faillite en 1986 (p.94). Cela va aussi jouer sur le B-to-C, avec l'électroménager et l'aménagement des sanitaires. En 1974, le taux d'équipement des ménages en électroménager est proche de la saturation, avec un taux de 90% pour les réfrigérateurs, de 82% pour les téléviseurs en noir et blanc et de 50% pour les lave-linges. Ceci explique

pour une grande part le tarissement des marchés et le déséquilibre que cela introduit dans la gestion et le management des PMI et PME qui sont souvent des entreprises familiales.

Mais les défaillances sont aussi dues aux jeux des interactions entre les acteurs locaux et à leur mauvaise régulation régionale qui entraîne ce qu'Elie Cohen appelle un « effet cheminée » qui fait que de nombreuses défaillances au lieu de se régler au niveau local vont remonter, comme la fumée dans une cheminée, jusqu'au sommet de l'État à travers les réseaux sociaux « prénumériques » que nous avons décrits plus haut. Comme très souvent il n'y a pas d'entente possible entre patronat, syndicat, élus, banques, impôts, etc., tous les acteurs ont intérêt à faire arbitrer par l'État central la défense de l'entreprise. Le poids de l'État est d'autant plus important qu'il maîtrise une partie du système de financement par le Trésor, les prêts bonifiés ou les banques nationalisées. Le problème de l'État est qu'il ne possède pas automatiquement, comme nous l'avons vu plus haut pour le ministère de l'Industrie, une bonne connaissance des secteurs économiques et surtout des entreprises. Ce sont les rugosités du jeu social propre à l'échelle mesosociale, celle des acteurs collectifs et des réseaux sociaux, qui expliquent pour une part l'impuissance de l'État au concret.

Pour Elie Cohen, la défaillance d'entreprise n'est pas accidentelle, mais relève aussi d'une pathologie individuelle, celle des acteurs économiques et de leurs mauvaises facultés d'anticipation, qui les amènent à « surréagir », notamment par des investissements mal proportionnés, comme l'ont montré les exemples ci-dessus. Ce qui resterait à expliquer, c'est la source de cette bonne ou mauvaise capacité à anticiper à partir des représentations qu'ils se font de leur environnement. C'est l'échelle micro-individuelle, celle de la cognition et des arbitrages.

En 2012, 40 ans plus tard un autre ingénieur au corps des Mines, Jean Louis Beffa, ancien patron de Saint-Gobain, écrit un livre chez Fayard sur la politique industrielle, *La France doit choisir*. Il montre que l'on peut ramener les politiques économiques à trois grands modèles : le modèle libéral financier, plutôt américain et britannique et dominé par l'importance accordée à la finance ; le modèle rentier, comme pour la Russie, avec ses réserves de gaz et de matières premières ; le modèle commercial industriel, plutôt celui de l'Allemagne et de la Chine. La France, elle, serait passée d'un modèle commercial-industriel, sous l'impulsion de l'État à l'époque du général de Gaulle et de Giscard d'Estaing, à un modèle libéral-financier sous la gauche, puis sous les gouvernements de droite qui ont suivi. La conclusion de Jean Louis Beffa est qu'il faut revenir à un « État stratège ».

Le diagnostic de Jean Louis Beffa avait déjà été porté en 2010 par Elie Cohen dans son livre *Penser la crise* publié en 2010 chez Fayard et qui rappelle que « les lois bancaires de 1984-1985 de Pierre Bérégovoy suppriment l'encadrement du crédit et font disparaître les prêts bonifiés. Avec la déréglementation financière de 1986, la France entre dans l'ère de la finance de marché. » (p. 145). Cette déréglementation faisait suite, rappelle Elie Cohen, au *big bang* du marché londonien du 27 octobre

1986 provoqué par Margaret Thatcher suite au choc pétrolier de 1973 et à l'explosion des pétrodollars qui cherchaient à se placer, ce qui nécessitait une réforme du système bancaire pour pouvoir les absorber.

Cette dérèglementation est concomitante à celle des Etats-Unis de Donald Reagan qui abandonne au milieu des années 1980, le *Glass-Steagall Act* de 1933, créé sous Roosevelt et qui séparait les activités des banques commerciales, ou banque de dépôts et de prêts, de celle des banques d'investissement. Cet abandon favorise le développement des industries financières et celui des produits dérivés qui permettent de placer, entre autres, les pétrodollars. Le développement des produits dérivés hors bilan et des effets de levier qui leur sont associés conduira, à son tour, à la crise de 2008 vingt ans plus tard (pp. 140-152), sans oublier les crises de 1987 et d'avril 2000.

On peut attribuer la dérèglementation aux tenants de l'idéologie libérale et du monétarisme, et pourquoi pas, mais c'est oublier qu'une partie de cette libéralisation du marché est aussi la résultante d'un rapport de force avec les pays pétroliers rentiers. Ils décident au début des années 1970, de ne plus financer notre croissance, celle des Trente Glorieuses, avec un prix du pétrole bas.

Ce réajustement coïncide avec la fin de la période coloniale, peu après les indépendances politiques des années 1960. Même si le premier grand « désenclavement du monde » a eu lieu entre 1200 et 1600 comme le démontre avec beaucoup de clarté et de maîtrise Jean Michel Sallmann (2011), la colonisation, au XIXème siècle, représente bien une des formes de la mondialisation dont on oublie parfois l'existence comme mondialisation aujourd'hui probablement parce qu'elle se faisait plutôt en faveur de pays comme la France, la Belgique et la Grande-Bretagne.

La colonisation a permis un accès peu coûteux aux matières premières, à l'énergie et à certains produits alimentaires. C'est ce que montrait Pierre Jalée en 1973 et 1975 dans *Le pillage du Tiers-monde*, chez Maspero, l'ancêtre de La Découverte. Ces produits peu coûteux ont permis la croissance de la consommation française d'après-guerre. En 1973, les pays pétroliers obtiennent une forte augmentation des prix du pétrole. Mais ce réajustement produit une forte demande de placements financiers de la part des pays pétroliers que le système bancaire classique des banques de dépôts ne pouvait prendre en compte sans changement. La libéralisation financière, en résolvant un problème de compétition entre banques de dépôt et banques commerciales, en a créé un autre, celui d'augmenter les risques qui pèsent sur l'ensemble du système financier et, par-là, sur le financement des entreprises en cas de crise et donc sur l'emploi et le chômage comme après 2008.

L'important est de rappeler, en première approximation, qu'une partie des changements n'est pas produite par les seuls décideurs politiques et économiques, mais aussi par des forces qui sont bien souvent invisibles au moment où elles produisent leurs effets. Leurs conséquences sont plus souvent la résultante d'un effet d'agrégation du jeu de plusieurs acteurs, d'une conséquence inattendue, positive ou négative, que d'une conspiration qui aurait réussi là où tous les autres acteurs échouent. Il est probable que le corps des Mines a largement utilisé ces forces en faveur d'un désengagement de l'État vis-à-vis

de la stratégie industrielle française au profit d'une stratégie de financiarisation, comme le montre le livre de François Xavier Dudouet et Éric Grémont, *Les grands patrons, du capitalisme d'État à la financiarisation* (2010, Lignes de repères).

Ces forces ne sont souvent observables qu'à l'échelle macrosociale ou macroéconomique, et parfois seulement quelques années plus tard. Par contre il ne semble pas que la question de la politique industrielle relève d'un choix idéologique entre plus de libéralisme ou plus d'intervention de l'Etat, ni même sous la forme plus subtile proposée par Jean Louis Beffa entre un modèle libéral financier, un modèle rentier et un modèle commercial industriel.

Ces choix sont fortement encadrés dans l'histoire du développement économique de chaque pays. Le retour à l'État a correspondu en France à une économie de pénurie liée à l'après-guerre. Cette situation peut tout à fait revenir dans les 10, 20 ou 30 ans à venir, si on en vient à manquer d'énergie, de matières premières ou de protéines du fait de la compétition pour l'accès à ces biens avec la Chine, l'Inde ou la Turquie suite à une mauvaise prise en compte de la nécessité d'une consommation plus économe ou aussi de la montée des mouvements extrêmes politiques ou religieux plus sécuritaire et donc plus demandeurs d'Etat ou encore d'une guerre ce qui représente le modèle le plus classique de l'économie administrée. Le choix de la rente ne paraît pas possible pour la France, sauf peut-être pour l'immobilier. Le modèle commercial industriel semble bien celui que la France cherche à mettre en place depuis 1970 avec des moments plus ou moins libéraux ou plus ou moins étatistes.

Revu le 4/06/2016